

Presque vingt ans après la fin de la guerre civile qui a déchiré le pays, les victimes peinent à obtenir justice dans un État au droit défaillant. Et si le 28 janvier dernier s'est enfin ouvert le procès de Ríos Montt et de Rodríguez Sánchez pour génocide et crimes contre l'humanité, force est de constater que les quelques moyens judiciaires mis en place servent maintenant principalement à criminaliser l'opposition face à un pouvoir qui protège l'ancienne junte.

Guatemala, le règne de l'impunité

PAR BENJAMIN SOURICE | JOURNALISTE

Le Guatemala n'est jamais réellement sorti de la terreur des années de guerre civile (1960-1996) qui firent plus de 200 000 morts et 50 000 disparus. La violence y est endémique et les autorités sont incapables d'assurer la sécurité de leurs citoyens dans un contexte d'impunité criminelle avoisinant les 94 %. « *Il ne peut pas y avoir d'État de droit, donc de démocratie, si les citoyens n'ont pas confiance dans la Justice pour les défendre. Pour en finir avec l'impunité, il est primordial de juger tous les crimes, à commencer par les plus atroces commis durant la guerre* », réclame l'avocat Edgar Pérez, spécialiste de la défense des victimes de violations graves des droits humains au Guatemala. Venu à la rencontre des autorités européennes et françaises en décembre 2012¹, il s'alarmait de voir que « *depuis peu, nous assistons à un blocage des institutions judiciaires par des groupes de pression cherchant à stopper les avancées réalisées depuis trois ans en matière de lutte contre l'impunité* », en particulier lorsqu'il s'agit de juger l'ancien état-major des années 1980.

CONTACTS

Collectif Guatemala
21^{er} rue Voltaire,
75011 Paris
www.collectifguatemala.org

PBI France
21^{er} rue Voltaire,
75011 Paris
www.pbi-france.org

Juger les génocidaires

Séquestration, torture, assassinat des opposants et tactique de la « terre brûlée » contre les populations mayas furent les piliers de la stratégie de « *guerre contre-insurrectionnelle* » mise en place par l'armée durant les années sombres du conflit guatémaltèque. « *Les guérilleros sont le poisson, la population est la mer, si vous ne pouvez attraper le poisson, il faut assécher la mer* », résumait le général Ríos Montt en 1982 alors qu'il était à la tête de la junte. « *La moitié des violations des droits humains recensés dans le cadre du conflit armé guatémaltèque ont été perpétrées ces années-là* », précise Amnesty International.

En 1982, plus de 250 personnes du village de Dos Erres furent ainsi tuées par les *Kaibiles*, les forces spéciales de l'armée guatémaltèque. Dans cette affaire, plusieurs soldats ont été jugés puis condamnés en août 2011 pour « *assassinat et crime contre l'humanité* » à des peines allant jusqu'à 6 000 ans de réclusion criminelle (30 années par victime). En mars 2012, des membres des Patrouilles d'autodéfense civile (paramilitaires) ont également été jugés coupables de « *crime contre l'humanité* » pour le massacre de Plan de Sanchez (268 morts) commis en juillet 1982. Cependant, aucun des dirigeants de la junte n'a été condamné. La qualification de génocide pour ces crimes a été l'objet d'une longue bataille judiciaire entre la Cour constitutionnelle guatémaltèque et la Cour interaméricaine des Droits de l'Homme qui s'opposait à l'application de la Loi de réconciliation nationale de 1996 pour amnistier les génocidaires. Depuis fin janvier 2012, le général Ríos Montt, aujourd'hui âgé de 86 ans, est officiellement accusé de génocide, malgré les pressions exercées sur la justice. En décembre, Edgar Pérez s'inquiétait cependant d'une « *stratégie de blocage qui n'est pas sans rappeler celle de Pinochet et qui pourrait laisser craindre que les plus hauts gradés de la junte ne soient jamais jugés* ».

Une première historique

Or, le juge Gálvez a finalement ordonné le 28 janvier 2013 l'ouverture du procès public du général Ríos Montt et de Rodríguez Sánchez, l'ancien responsable des renseignements militaires. Ils sont accusés de génocide et de crime contre l'humanité. Leur responsabilité est mise en cause dans 15 massacres commis entre 1982 et 1983, au cours desquels furent assassinées 1 771 personnes.

Une avancée majeure dont se réjouit le Collectif Guatemala qui soutient les victimes, « *c'est la première fois dans l'histoire du continent qu'un ancien chef d'État devra répondre de tels crimes devant un tribunal national* ». Selon le Centre d'action légale pour les droits humains (CALDH) et l'Association de victimes pour la justice et la réconciliation (AJR), toutes deux parties



Caracol humain devant la pyramide centrale de Zaculew

civiles au procès, la décision d'ouvrir enfin le procès de ces hauts responsables militaires « *envoie un message d'espoir en la justice à tous ceux qui souffrent toujours des conséquences du conflit armé. Elle rend possible la poursuite du chemin vers la mémoire, la vérité et la justice car elle offre des bases solides à la reconstruction d'un pays plus juste* ».

Donner d'une main...

Si le pays a fait des avancées significatives dans la lutte contre l'impunité des violations des droits humains commises durant la dictature, il semblerait par contre qu'un « mal nouveau » se répande : la criminalisation des luttes syndicales, paysannes, étudiantes et de tous ceux qui défendent des droits collectifs ou la préservation des ressources naturelles. Une stratégie d'intimidation et d'affaiblissement de la société civile voulue par Otto Pérez Molina, ancien chef d'état-major et aujourd'hui Président. Le 14 janvier 2012, le ton de son discours d'investiture était sans équivoque : « *certains ont trahi l'esprit et les objectifs [...] des accords de paix. Parmi eux, il y en a qui n'ont jamais combattu [...] mais qui s'obstinent à nous empêcher de tourner la page. Pire, ils semblent vivre de ce conflit en propageant des histoires, quelques-uns grâce à des soutiens étrangers* ». Une allusion directe aux groupes de défense des droits de l'Homme opposés à une amnistie des anciens dirigeants militaires.

Dans un contexte de violence généralisée, où en moyenne 17 meurtres sont commis par jour, les autorités guatémaltèques mènent des politiques « *néo-autoritaristes* » de *Mano Dura* et de « *nettoyage social* » (« *limpieza social* ») à l'encontre des populations marginalisées, et notamment des membres du mouvement social maya. Ainsi, le 4 octobre dernier dans la région de Totonicapán, la police et l'armée ont ouvert le feu sur des paysans mayas qui bloquaient pacifiquement une route d'accès à Quetzaltenango, la deuxième ville du pays. « *Leurs revendications ? La volonté de participer à la révision de la Constitution, l'opposition à la réforme de l'université et la dénonciation du prix élevé de l'électricité. Bilan de ce massacre : 9 morts et 32 blessés*, explique Marilyn Griffon, présidente du Collectif Guatemala : « *la réponse démesurée du gouvernement a déclenché une vague d'indignation telle qu'elle a ressoudé un mouvement divisé* ». La lutte contre l'impunité ne fait que commencer. |

« *Les guérilleros sont le poisson, la population est la mer, si vous ne pouvez attraper le poisson, il faut assécher la mer* »

1. Cette visite était organisée par les Brigades de Paix internationales (PBI), ONG dont les volontaires accompagnent sur le terrain des défenseurs des droits de l'Homme menacés, pour qu'ils soient moins vulnérables. Depuis 2010, elle accompagne Edgar Pérez.

Zaculew. María Guadalupe Hernández, lors de la célébration du nouveau cycle

